La prise en compte de « l'effet de territoire » dans l'analyse des quartiers urbains

In: Revue française de sociologie. 1997, 38-1. pp. 97-117.

Citer ce document / Cite this document :

Bidou-Zachariasen Catherine. La prise en compte de « l'effet de territoire » dans l'analyse des quartiers urbains. In: Revue française de sociologie. 1997, 38-1. pp. 97-117.

http://www.persee.fr/web/revues/home/prescript/article/rfsoc_0035-2969_1997_num_38_1_4573

Resumen

Catherine Bidou-Zachariasen : Tomar en cuenta el "efecto de territorio" en el análisis de los barrios urbanos.

De acuerdo al análisis dominante, la crisis de la ciudad obedece antes que nada al desplazamiento de "la cuestión social", negando cualquier carácter explicativo a la dimensión territorial de la "cuestión urbana", tal como ésta emerge en la Francia contemporánea. Partiendo de la hipótesis según la cual disfuncionamientos de ciertos barrios periféricos (los mismos que son el objeto de medidas especiales por parte de la "política de la ciudad") expresan antes que nada la crisis de un determinado tipo de territorio, el de "espacio residencial fordista". Proponiendo una lectura de la historia y del funcionamiento de esta forma urbana a la luz del paradigma de la economía de la regulación, en relación al período actual se mostrará hasta qué punto llega el desfase. Si los fenómenos sociales que marcan la crisis urbana están relacionados a los efectos globales (cambios en el sistema productivo), en los territorios constituidos también hay que agregar los efectos locales, hecho que se ilustrará con los datos de una encuesta de terreno. Partiendo de una aproximación de tipo antropológico urbano clásico de dos barrios socio-económicos cercanos, pero que corresponden a espacios urbanos muy diferentes (uno del ZUP periférico, y el otro del centro antiguo renovado), se verá cómo las trayectorias individuales de familias pueden tener la tendencia a organizarse diferentemente, en función a los territorios a los que pertenecen.

Zusammenfassung

Catherine Bidou-Zachariasen : Die Einbeziehung des "Gebietseffekts" in die Analyse der Stadtviertel.

Gemäss der vorherrschenden Analyse entspricht die Stadtkrise vor allem der Verlagerung der "sozialen Frage", womit jede Erklärung durch die Gebietsdimensionen der "Stadtfrage" entzogen wird, wie sie im heutigen Frankreich auftritt. Man geht von der Hypothese aus, nach der die Störungen bestimmter Viertel am Stadtrand (Viertel, die Gegenstand einer "Stadtpolitik" sind), vor allem die Krise eines gewissen Gebietstyps ausdrücken, des "fordistischen Wohnraums". Durch eine Geschichts- und Funktionslektüre dieser Stadtform im Lichte des Paradigmas der regulierenden Wirtschaft wird gezeigt, wie diese Lektüre heute unzeitgemäss ist. Die sozialen Erscheinungen, die diese Stadtkrise auszeichnen, sind zwar globalen Auswirkungen zuzuschreiben (Änderungen des produktiven Systems), sind aber auch durch lokale und gebietlich entstandene Effekte erklärbar. Die Erklärung wird durch eine Felduntersuchung erleuchtet. Durch eine klassische stadthanthropologische Näherungsweise von zwei sozioökonomisch ähnlichen Vierteln, die jedoch sehr unterschiedlichen Stadtgebieten entsprechen (ein Gebiet am Stadtrand, das andere im renovierten alten Stadtzentrum), wird aufgezeigt, wie individuelle oder familiäre Laufbahnen zu unterschiedlichen Organisationen tendieren, entsprechend den Stadtgebieten in denen sie auftreten.

Abstract

Catherine Bidou-Zachariasen : Taking into account the "territory effect" when analysing urban districts.

According to the leading analysis, the crisis in towns corresponds essentially to a shift in the "social question", which means that territorial dimensions cannot give an explanation to the "urban question" as it exists in contemporary France. Our point of departure is the hypothesis that dysfunctioning in certain districts of urban outskirts (those which are targeted specifically by "town policy") express above all the crisis of a certain type of territory, that of the "fordist residential area". While proposing a look at the history and running of this urban style in the light of economic regulation, it will be shown how much the crisis is out of phase with the current period. If the social phenomena which mark the urban crisis are caused by global effects (changes in the productive system), they are also to be interpreted in relation to local effects developed on a territorial basis ; this will be illustrated by means of data from a field survey. Based on a classical urban anthropological approach, in two districts socio-economically similar but belonging to totally different urban areas (one in a suburban ZUP, the other in an old centre which has been modernized), it will be seen how individual or family trajectories can organize themselves differently depending on the territory where they occur.

Résumé

Selon l'analyse dominante, la crise de la ville correspond avant tout au déplacement de « la question sociale », ce qui dénie tout caractère explicatif aux dimensions territoriales de la « question urbaine » telle qu'elle émerge dans la France contemporaine. On partira de l'hypothèse selon laquelle les dysfonctionnements de certains quartiers de périphéries urbaines (ceux qui sont l'objet de dispositifs de la « politique de la ville ») expriment avant tout la crise d'un certain type de territoire, celui de l'« espace résidentiel fordiste ». Proposant une lecture de l'histoire et du fonctionnement de cette forme urbaine à la lumière du paradigme de l'économie de la régulation, on montrera combien elle est déphasée par rapport à la période actuelle. Si les phénomènes sociaux qui marquent la crise urbaine sont à rapporter à des effets globaux (mutations du système productif), ils sont aussi à interpréter à travers des effets locaux territorialement constitués, propos que l'on illustrera par les données d'une enquête de terrain. A partir d'une approche de type anthropologie urbaine classique, de deux quartiers socio-économiquement proches mais correspondant à des espaces urbains très différents (l'un de ZUP périphérique, l'autre de centre ancien rénové), on verra comment des trajectoires individuelles ou familiales peuvent avoir tendance à s'organiser différemment en fonction des territoires dans lesquels elles s'inscrivent.

Catherine BIDOU-ZACHARIASEN

La prise en compte de l'«effet de territoire» dans l'analyse des quartiers urbains

RÉSUMÉ

Selon l'analyse dominante, la crise de la ville correspond avant tout au déplacement de « la question sociale », ce qui dénie tout caractère explicatif aux dimensions territoriales de la « question urbaine » telle qu'elle émerge dans la France contemporaine. On partira de l'hypothèse selon laquelle les dysfonctionnements de certains quartiers de périphéries urbaines (ceux qui sont l'objet de dispositifs de la « politique de la ville ») expriment avant tout la crise d'un certain type de territoire, celui de l'« espace résidentiel fordiste ». Proposant une lecture de l'histoire et du fonctionnement de cette forme urbaine à la lumière du paradigme de l'économie de la régulation, on montrera combien elle est déphasée par rapport à la période actuelle. Si les phénomènes sociaux qui marquent la crise urbaine sont à rapporter à des effets globaux (mutations du système productif), ils sont aussi à interpréter à travers des effets locaux territorialement constitués, propos que l'on illustrera par les données d'une enquête de terrain. A partir d'une approche de type anthropologie urbaine classique, de deux quartiers socio-économiquement proches mais correspondant à des espaces urbains très différents (l'un de ZUP périphérique, l'autre de centre ancien rénové), on verra comment des trajectoires individuelles ou familiales peuvent avoir tendance à s'organiser différemment en fonction des territoires dans lesquels elles s'inscrivent.

Le discours ambiant sur la crise de la ville, qu'il soit politique ou médiatique, présente une constante, son caractère confus. Il est ainsi indifféremment question à son sujet de « banlieues difficiles », de « quartiers sensibles », parfois même l'euphémisme de « quartiers » paraît suffire. Il semble que ce flou tire en partie son origine de la traduction trop directe, faite par les pouvoirs publics, d'un certain type d'analyse savante. Passant du statut d'expertise à celui de lecture officielle, celle-ci a en effet largement inspiré les politiques publiques mises en place depuis une quinzaine d'années sous le vocable de « politique de la ville ». J'essayerai, dans une première partie, d'exposer cette analyse et d'en montrer les limites – qui peuvent être à l'origine des limites mêmes des politiques qu'elle a inspirées – en proposant de replacer les processus sociaux censés avoir la ville française contemporaine comme lieu d'émergence, dans un cadre théorique

qui prendra comme point de départ la notion de territoire urbain. Après avoir dans la deuxième partie justifié théoriquement mon type d'approche, j'en proposerai, dans la troisième, une illustration empirique (1).

De la «question urbaine» considérée comme «nouvelle question sociale»

La littérature sociologique française a été prolifique ces dernières années sur le thème de la ville, des banlieues, et de leur «crise». La majorité de ces travaux se sont inscrits dans ce que l'on pourrait appeler le paradigme de la société post-industrielle. A. Touraine (1991) a ainsi analysé le passage de la société industrielle à la société post-industrielle comme celui d'une société de l'exploitation, fondée sur la lutte des classes, à une société fondée sur la ségrégation et l'exclusion où la stratification horizontale a remplacé la stratification verticale. L'important aujourd'hui est «de savoir si l'on est au centre ou à la périphérie, "in" ou "out"...». A propos des banlieues, il écrit : «C'est justement cette zone d'incertitude où l'on ne sait pas si l'on va tomber du côté du "in" ou du "out"» (2). J. Donzelot (1991), reprenant ce thème de la disparition du conflit central organisé autour des rapports de production, insiste sur la dimension politique du «déplacement de la question sociale» qui en a résulté. L'édification progressive de l'Etat-providence avait, durant l'ère industrielle, réussi à conjurer le rapport de conflictualité qui dressait face à face les détenteurs du capital et les salariés. C'est aujourd'hui sur le terrain de la ville que l'Etat est obligé d'intervenir pour tenter de réduire les tensions sociales nées de la réorganisation de l'appareil de production. «La nouvelle question urbaine» exprime ainsi «le déplacement de la question sociale», qui est aujourd'hui

(1) L'illustration empirique qui sera développée dans la troisième partie de cet article utilisera des données recueillies, entre 1988 et 1992, à partir de plusieurs études successives ayant pour cadre l'agglomération amiénoise. Mais c'est aussi à partir de ces connaissances accumulées, tant sur les différents quartiers de cette ville que sur ses politiques, à l'initiative du local ou impulsées par l'Etat, – cumulées également avec des données issues d'autres terrains antérieurs, dans d'autres périphéries urbaines – que j'ai élaboré les hypothèses et le cadre d'interprétation théorique qui alimentent les deux premières parties. Peut-être devrais-je plutôt dire que ceux-ci se sont imposés dans un processus d'alternance et de rétroaction constant entre l'empirie et l'ébauche d'outils théoriques.

(2) Le recours à la métaphore spatiale – il ne s'agit apparemment pas d'une simple métaphore – pour évoquer l'exclusion sociale («in» et «out», centre et périphérie, ville et banlieue) peut se justifier pour le cas de la France où les moins riches sont plutôt dans les périphéries, mais peut prêter à confusion dans le cas des villes nord américaines ou de certaines villes européennes (Londres, Bruxelles) où la ségrégation sociale est spatialement inverse. Faudrait-il parler d'«inclusion» des pauvres dans la ville ? La communication de A. Touraine dont sont tirées ces citations a été faite dans le cadre des «Entretiens de la Ville» qui se sont tenus en décembre 1990 sous l'égide de la DIV (délégation interministérielle à la ville). A cette même date un ministère de la Ville a été créé.

prioritairement celle de l'exclusion. Mais si « la dimension urbaine du phénomène de l'exclusion peut être considérée comme son épicentre.... il n'en désigne pas le foyer ». Le terme d'épicentre signifie que la ville en est le lieu de réalisation mais que la cause se situe à un autre niveau (3).

A l'instar des auteurs précédents, F. Dubet et D. Lapeyronnie (1992), F. Dubet (1995), analysent conjointement « l'exclusion » et « les problèmes urbains » : « Les conflits du travail et l'entreprise ont laissé la place à l'exclusion et à la question de la ville » écrivent-ils dans les premières lignes de l'introduction à leur étude sur les « quartiers d'exil ». Ils estiment, eux aussi, que si les effets de l'exclusion s'expriment en premier lieu au niveau des quartiers urbains, l'urbain n'en constitue pas pour autant une dimension explicative. « Chômage, immigrations hétérogènes et déracinées, sous-équipement, échec scolaire massif, délinquance juvénile, racisme, affrontements avec la police, dépendance des services sociaux... Mais la ville engendre moins ces divers problèmes qu'elle ne les concentre en quelques endroits. Leur inscription dans l'espace est leur grand principe d'unicité sinon le seul » (Dubet, Lapeyronnie, 1992, p. 28). Les difficultés des « quartiers » sont nées avec la crise économique de la fin des années soixante-dix qui a été celle de la montée du chômage, du déclin des grandes entreprises fortement pourvoyeuses d'emplois faiblement qualifiés, de la chute générale des emplois ouvriers et de la dislocation concomitante de tout ce qui constituait la classe ouvrière. Les habitants, stoppés dans leur mobilité sociale, se sont trouvés relégués dans des quartiers où se sont multipliés les problèmes sociaux. Dans la dernière période, des grandes agglomérations manifestent un nouveau dynamisme industriel mais les « zones urbaines défavorisées » sont restées à l'écart.

Ce phénomène de coexistence, dans un même bassin d'emploi, de croissance économique et de poches de pauvreté, est rapporté par les auteurs précédemment cités au modèle de développement contemporain qui n'est plus, comme le précédent, fondé sur le plein-emploi. La dualisation de l'espace que connaissent la plupart des villes occidentales est à mettre en relation avec la mondialisation de l'économie qui prive les économies des emplois les moins qualifiés. « Les dysfonctionnements sociaux des grandes agglomérations ne paraissent pas tant liés à une carence de développement qu'aux effets d'une nouvelle forme d'expansion plus créatrice de richesse que d'emplois » estime Donzelot (Donzelot, Estèbe, 1994) en prenant comme exemple Lyon et Toulouse. C'est le même raisonnement que développent Dubet et Lapeyronnie : « A l'évidence, les profondes transformations économiques qui ont atteint le pays depuis bientôt vingt ans ont produit cette marginalité de masse. Les inégalités sociales se sont renfor-

(3) Dans la publication dont il est question ici (*Face à l'exclusion, le modèle français*), l'auteur, qui était le responsable éditorial, présente des thèmes qu'il reprendra dans *L'État animateur, essai sur la politique*

de la ville (1994). Il a été, dans ces années-là, « rapporteur du Comité d'évaluation de la politique de la ville » (mis en place par la DIV).

cées. L'écart entre les "inclus" et les exclus s'est accru » (Dubet, Lapeyronnie, 1992, p. 11).

Il n'est pas question ici de nier ce cadre explicatif global mais plutôt d'en proposer une approche complémentaire. Les phénomènes de « crise des banlieues » doivent être interprétés en considérant l'interaction du global et du structurel d'une part, du local et du conjoncturel de l'autre. Si certains quartiers ont tendance à constituer des poches de pauvreté, certes à rapporter aux transformations récentes des structures productives, on peut les analyser aussi par rapport à ce que l'on pourrait appeler « l'effet de territoire », c'est-à-dire, dans la diversité de leurs situations et réalisations, prenant en compte l'interaction de multiples dimensions – sociales, spatiales, économiques, symboliques, etc. – qui jouent les unes sur les autres dans la constitution des territoires urbains (4).

Les quartiers urbains classés « en difficulté » par les pouvoirs publics et qui ont été l'objet, ces dernières années, de dispositifs inscrits dans la « politique de la ville » ne correspondent pas à n'importe quel type de quartier populaire. Une étude de l'INSEE les concernant (Castellan, Marspat, Goldberger, 1992) montre qu'ils ont d'autres caractéristiques que celles de loger surtout des couches de faible niveau socio-économique. Il s'agit majoritairement de quartiers périphériques de type ZUP (zones à urbaniser en priorité) où dominent les grands ensembles d'habitat social construits dans les années soixante et soixante-dix dans le cadre d'une législation particulière. Ces quartiers partagent souvent les mêmes caractéristiques morphologiques. Beaucoup sont fonctionnellement mal reliés à leurs centres-villes tout en étant isolés du reste du tissu urbain par des coupures physiques (rails-autoroutes). On fera l'hypothèse qu'il peut exister une liaison entre le type urbain auquel correspondent ces quartiers et l'état actuel de déshérence dans lequel se trouvent beaucoup d'entre eux. On essaiera de ne plus se contenter de l'analyse selon laquelle ces quartiers se sont constitués comme zones d'exclusion en raison d'une concentration importante de ménages à problèmes sociaux et économiques, et de tester le raisonnement inverse selon lequel ils peuvent, comme territoires avec leurs caractéristiques particulières, être aussi à l'origine de certains de leurs dysfonctionnements.

A cet égard, des travaux de géographes sur l'évolution des villes françaises et la localisation des emplois apportent des éléments intéressants. Ils ont montré que dans la dernière période intercensitaire (1982-1990), la tendance avait été au retour à la croissance des grandes villes au

(4) Il y a déjà presque trente ans, dans un article de la revue *Sociologie du travail* demeuré célèbre, M. Castells (1968) déniait toute capacité explicative des phénomènes sociaux apparaissant dans l'espace de la ville aux dimensions proprement urbaines. La sociologie urbaine née à Chicago dans les an-

nées trente n'était pas tant « urbaine » qu'une « sociologie de l'intégration ». On assiste depuis une dizaine d'années à une relégitimation de l'Ecole de Chicago, sociologie empirique qui cherchait à mettre en relation groupes sociaux, espaces urbains et modes de vie (Grafmeyer, Joseph, 1990).

détriment des plus petites. Ce mouvement s'explique en premier lieu par un processus de « métropolarisation » des emplois « stratégiques » (Jacquet, Rajaonarison, 1993 ; Julien, 1994a, 1994b) (5). Les agglomérations qui ont connu la plus forte croissance d'emplois très qualifiés, sont aussi celles qui ont bénéficié d'une croissance importante de tous les types d'emplois. Les emplois dits stratégiques, engagés dans les phénomènes de métropolarisation, ont également la caractéristique d'attirer d'autres emplois, de *tous* types, c'est-à-dire d'être générateurs de dynamisme économique *en général* : « La carte des flux nets des emplois stratégiques est une caricature de celle des flux de l'ensemble des actifs » (Julien, 1994a).

Même si la phase actuelle du capitalisme est, pour les pays occidentaux, moins pourvoyeuse d'emplois, en particulier d'emplois peu qualifiés, que celle qui l'a précédée, il peut être légitime de s'interroger sur la raison pour laquelle dans des agglomérations en croissance (génératrices d'emplois de *tous* types) les quartiers administrativement classés « en difficulté » ont tendance à se constituer en poches de pauvreté, « débrayées » des processus de dynamisme économique qui irriguent le reste de la localité, ainsi que l'avait noté l'étude précédemment citée de l'INSEE (6). L'hypothèse complémentaire est alors la suivante : ces phénomènes révèlent la crise d'un certain type de territoire urbain, celui de l'« espace résidentiel fordiste », dont les ZUP ou les quartiers de grands ensembles auront représenté en France le modèle le plus achevé. Cette forme urbaine a rempli sa fonction pendant la période fordiste, mais elle apparaît en décalage par rapport aux territoires engagés dans de nouveaux processus de développement (7). Il se peut de surcroît qu'elle participe au blocage de l'émergence de ces processus.

C'est cette argumentation que je vais m'efforcer de développer. Je ferai, en premier lieu, référence au paradigme de la « régulation » pour recons-

(5) Les « emplois stratégiques » sont ceux qui concernent « les fonctions qui sont liées positivement à la croissance des pôles urbains ». Douze fonctions stratégiques ont ainsi été retenues : gestion, recherche-industrie, commercial-industrie, informatique, recherche, information, services aux entreprises, banque-assurance, commerce de gros, télécommunications, transport, art (Julien, 1994a).

(6) Les quartiers dits « prioritaires » de la politique de la ville (ceux à propos desquels avaient été signés des procédures de DSQ [développement social des quartiers] entre l'Etat et les collectivités locales) peuvent correspondre à des agglomérations ou régions anciennement mono-industrielles, frappées par la crise. Ils ont alors des taux de chômage élevés mais assez proches de leurs agglomérations de référence, dont ils sont seulement

« une image exacerbée ». Les quartiers recensés comme « à problèmes » peuvent aussi être d'un autre type. Un grand nombre d'entre eux sont situés dans des agglomérations économiquement dynamiques (Paris, Lyon, Toulouse...). Dans ce deuxième cas, le quartier présente « les caractéristiques d'un lieu d'exclusion : le taux de chômage peut alors dépasser le double de celui de la commune ou de l'agglomération. (...) *Tout se passe comme s'il se constituait un "noyau" sur lequel la croissance économique n'a aucun effet* » – c'est moi qui souligne – (Castellan, Marspat, Goldberger, 1992).

(7) Il existe une importante littérature étrangère sur les nouveaux espaces de croissance envisagés sous l'angle de leurs caractéristiques territoriales (Kominos, 1992 ; Scott et Storper, 1989).

tituer l'historique de ces quartiers et analyser leurs caractéristiques, sans céder au fonctionnalisme méthodologique, même si le « fonctionnalisme » comme philosophie urbaine était à la base de leur édification. L'analyse d'un territoire urbain ne s'épuise évidemment pas dans une seule lecture en termes de paradigme économique, mais c'est précisément l'économisme, à l'origine de leur principe fondateur qui contraint à ce recours. Néanmoins, j'en appellerai dans le même temps à des concepts et notions relevant d'une socio-anthropologie urbaine plus classique.

De l'espace résidentiel « fordiste » : approche régulationniste des « quartiers en difficulté »

Dans la plupart des pays occidentaux, la mise en place des structures urbaines et régionales de l'après-guerre a été directement liée au modèle de développement qui prévalait alors et qui fut à la base de la forte croissance des années soixante. Cette phase d'accumulation rapide et intensive, appelée généralement le régime d'accumulation fordiste (8) s'est fondée sur une production industrielle standardisée, appuyée par une consommation de masse équivalente, mise en place à l'aide d'une forte intervention de l'Etat, qui visait à réguler la demande en fonction de la croissance de la production. Ce type d'organisation économique a atteint ses propres limites à la fin des années soixante et les réactions en cascade d'événements géo-politiques et de facteurs techniques ont précipité la crise des années soixante-dix. A leur tour, les années quatre-vingt ont vu les premiers signes de la mise en place d'une nouvelle configuration productive fondée sur une « flexibilité » croissante qui envahit tous les domaines de la vie économique et sociale (9).

(8) Formulation empruntée à Gramsci qui, dans les années vingt, a été le premier à voir dans les visions politiques et sociales de Henri Ford le germe d'un nouveau mode de croissance du capitalisme. Le « fordisme » comme modèle de développement combine un modèle productif, fondé sur l'organisation rationnelle ou « scientifique » du travail (OST ou taylorisme), impliquant une main-d'œuvre nombreuse et peu qualifiée, et un mode de régulation, fondé sur un rapport salarial assurant le partage de la productivité entre capital et travail (permettant que la production de masse obtenue par l'OST trouve débouché dans une consommation de masse). L'Etat-providence, les conventions collectives et la législation sociale assurent la reproduction de

ce modèle d'accumulation (Lipietz, 1984 ; Boyer, 1986 ; Boyer, Durand, 1993 ; Benko, Lipietz, 1992).

(9) L'analyse de cette nouvelle phase du développement industriel occidental est l'objet de vifs débats. Certains ont, par exemple, proposé à son sujet le concept de « régime d'accumulation flexible » (Kesteloot, Swynedouw, 1989 ; Scott, Storper, 1989). D'autres se refusent à caractériser un nouveau modèle de production dont les contours sont encore peu clairs. Beaucoup s'entendent sur le fait qu'à un fordisme en crise vont succéder, ou sont en train de se réorganiser, des modèles post-fordistes multiples (Benko, Lipietz, 1992 ; Veltz, Zarifian, 1993 ; Boyer, Saillard, 1995).

La France avait su mettre en place, dans les décennies d'après-guerre, un modèle (10) de développement fordiste efficace, caractérisé par un Etat particulièrement interventionniste (11). La création de structures comme le Commissariat général au Plan, la DATAR, a témoigné de ce volontarisme dans le processus de modernisation d'un appareil économique encore désuet. L'Etat a aussi été très présent dans la reconstruction économique du pays en encadrant et finançant un important secteur résidentiel. Les cités et ZUP, édifiées durant les années soixante et début soixante-dix sous son impulsion, auront représenté une pièce importante du système en tant qu'espace d'accueil de la main-d'œuvre dont l'industrie fordiste, en pleine expansion, avait besoin.

La conception urbaine qui les inspira, le « zoning », était le pendant dans la sphère de la reproduction de l'utopie moderne qui inspirait déjà celle de la production, à savoir le taylorisme (12). Obéissant aux principes de l'urbanisme « fonctionnaliste », leur espace était mono-fonctionnel et réservé exclusivement à l'habitat (13). Leur « parti » architectural et urbanistique était celui de grands ensembles édifiés selon des plans-masse qui ignoraient la rue. Il s'agissait encore d'un espace conçu pour une population à salaires keynésiens, c'est-à-dire régulièrement à la hausse et permettant qu'une production de masse soit absorbée par une consommation de masse. Ce type d'habitat a permis de structurer les consommations des nouveaux arrivés à la ville, d'origine rurale ou étrangère, et a en quelque sorte encadré leurs modes de vie, permettant que ceux-ci s'articulent de façon harmonieuse avec le modèle de développement émergent, et bientôt dominant, le fordisme. L'Etat-providence, qui était le troisième partenaire du modèle, régulant les rapports frontaux entre le patronat et les salariés dans la sphère de la production, était aussi largement présent dans l'espace résidentiel dès l'origine, à travers son financement des logements sociaux et, par la suite, à travers les équipements collectifs qui allaient y être édifiés (équipements sanitaires, sociaux, scolaires, culturels, etc.). Dans la ma-

(10) Si ce modèle a orienté l'économie française de façon dominante, cela ne veut pas dire que tous les secteurs industriels étaient atteints au même degré par la configuration fordiste, et que ne subsistaient pas des îlots fonctionnant sur un autre mode, artisanal, pré-industriel...

(11) L'histoire spécifique de l'Etat en France, qui a été mis en place très tôt, autour de la centralisation et du renforcement du pouvoir royal (Elias, 1991) – configuration qui a été à la base de la construction de l'identité nationale – peut participer à l'explication de la réussite de notre phase de développement fordiste.

(12) De même que dans le système tayloriste de production où les tâches étaient ra-

tionalisées et fractionnées, la ville du « zoning » était éclatée en différentes « fonctions » (travailler, habiter, circuler, se distraire...), auxquelles étaient réservées des « zones » spécifiques (Le Corbusier, 1937, 1971).

(13) F. Ascher (1995) utilise l'expression de ville « fordienne » pour désigner l'espace urbain issu de l'« urbanisme fonctionnaliste ». Mais il utilise ce terme dans un sens « tayloriste » et non pas « régulationniste ». Cela le conduit à sous estimer l'impact de cet urbanisme comme pièce d'un système. Si les zones d'urbanisme fordiste n'ont concerné qu'une partie de nos villes, elles ont néanmoins participé, pendant des années, au bon fonctionnement du modèle de développement fordiste.

jorité des cas, ces quartiers ont fonctionné comme espaces d'acculturation à la vie moderne, celle du salariat et de la budgétisation des modes de vie quotidiens, mais ils ne constituaient que la première étape d'un système résidentiel à double palier. Dans une conjoncture générale de croissance et de mobilité sociale, ses habitants accédaient souvent, dans un deuxième temps, à la propriété, soit en lotissement pavillonnaire, soit en résidence péri-centrale. Ces quartiers ont été, pendant des années, vécus comme signes ou comme préalables à une promotion sociale probable.

Mais en France, comme dans les autres pays industriels développés, le modèle fordiste de développement a marqué le pas à partir de la fin des années soixante-dix. Progressivement, ces quartiers se sont mis à devenir des lieux de résidence définitive pour leurs habitants freinés dans leur mobilité sociale et donc résidentielle. Dans les années quatre-vingt, ils connurent une alternance d'engagements et de désengagements de l'Etat à leur égard. Après les élections municipales de 1983 et les législatives de 1986, des reflux de crédits ont remis en cause le fonctionnement de nombre de ces équipements publics – qui pourtant étaient à la base de la conception urbaine qui les avait fondés – participant à l'aggravation des problèmes sociaux. Dans le même temps, la « question urbaine », longtemps ignorée par le discours politique, réémergeait. La Commission Dubedout de 1982, encore appelée « Commission nationale de développement social des quartiers » (Dubedout, 1983), posait les prémices de ce qui deviendra la « politique de la ville », mise en place par diverses instances, puis finalement, à partir de 1991, par le ministère de la Ville. Mais tous les dispositifs, qui devaient faire de ces zones urbaines des « quartiers comme les autres », n'ont réussi, au mieux, qu'à éviter à la situation d'empirer (14). L'absence de débat public, tout comme la non-interrogation par la recherche, sur ces

(14) La « politique de la ville », calée sur son postulat de départ de « la question urbaine comme déplacement de la question sociale », sans que soit menée une vraie réflexion sur la ville et les territoires urbains, se proposait comme objectif rien moins que la « requalification territoriale », fondée sur la « recreation du lien social » et la valorisation de la « citoyenneté locale ». Au cours d'un colloque intitulé « Crise urbaine ou crise du discours sur la ville », réunissant des universitaires et quelques acteurs de politiques publiques, un intervenant faisait avec pertinence le commentaire suivant : « L'expression "requalification territoriale" est entrée, semble-t-il, dans le vocabulaire des politiques urbaines dès lors que l'on a fait du "développement social" une question "urbaine". L'expression est si répandue, des pro-

fessionnels de la ville aux médias, qu'elle n'est plus interrogée » (Vanoni, 1994). Par ailleurs, et dans le même temps, les pouvoirs publics, de façon schizophrénique, participaient à l'aggravation des « problèmes » de banlieue. Par des aides au « développement local » destinées à la « mise en valeur » des centres-villes, la restructuration socio-démographique des quartiers centraux populaires a été largement accélérée dans la décennie quatre-vingt, engageant une ségrégation socio-spatiale accrue (Chenu, Tabard, 1993 ; Tabard 1993) et par là même une densification des catégories aux faibles ressources économiques dans les quartiers d'habitat social périphériques. Les politiques urbaines accentuant la ségrégation ont toujours été menées au nom de l'efficacité économique et de la modernisation.

dénominations d'une politique «de la banlieue», menée par un ministère «des banlieues», ne laisse pas d'étonner (15).

L'habitat fordiste a été «fonctionnel» durant toute une période, au cours de laquelle il a permis une structuration efficace des pratiques et des représentations autour de la consommation de masse, avec un modèle dominant organisé autour de l'automobile et des biens domestiques durables. Dans une phase où les niveaux de vie, pour beaucoup, se sont mis à connaître des fluctuations et à impliquer une remise en cause de budgets jusqu'alors régulièrement à la hausse, exigeant par là même une certaine flexibilité des pratiques de consommation, ce type d'espace bâti a révélé un double niveau de rigidité : celui des modes de vie auquel il est lié et celui des fonctions qu'il peut abriter. Ainsi, les pratiques que l'on peut y mettre en œuvre offrent peu d'alternative. On peut, par exemple, constater que des activités, très fréquentes au niveau national et plus encore parmi les couches populaires, comme le bricolage, l'autoproduction, le jardinage ou encore l'autoconstruction (Donnat, Cogneau, 1990) y sont en général impraticables. Elles représentent pourtant des formes de loisirs et de sociabilité compensatoires dans des vies moins organisées qu'auparavant autour des seules séquences du travail. Elles peuvent de surcroît, par les substituts financiers qu'elles représentent, constituer le cas échéant d'efficaces amortisseurs de crise (Bidou, Guillaume, Vicente, 1986 ; Bonnin, Bonnette-Lucas, 1991). C'est encore la transformation fonctionnelle de ces lieux exclusivement réservés à l'habitat qui est difficile, en raison également de la rigidité du «parti» architectural et urbanistique. Les quelques tentatives d'implantation d'entreprises n'ont jamais été concluantes et les petits commerces y rencontrent tous des difficultés. Alors que la plupart des territoires urbains connaissent, ou ont connu, des processus de recomposition (sociale) ou de reconversion (fonctionnelle) – l'histoire des villes en témoigne –, y compris les espaces les plus mono-fonctionnels comme les coronas du Nord, la plupart des quartiers fordistes semble résister à toute évolution, à toute sédimentation. L'histoire des quartiers urbains a toujours été le résultat de l'interaction entre un cadre plus ou moins contraignant (matériel et symbolique) et le travail d'imposition et d'appropriation d'acteurs sociaux et économiques. Pensons aux exemples de communes de banlieue parisienne où, dans les années trente, des communautés chassées de leur pays par la crise économique ont pu s'intégrer en mobilisant à la fois leurs ressources sociales et les «qualités» des territoires d'accueil (16). C'est ce qui se passe encore aujourd'hui à Barbès

(15) Il est significatif que la désignation DSQ (développement social des quartiers) pour dénommer des programmes d'intervention issus des travaux de la Commission Dubedout (plus tard Commission Pesce) soit, avec la création du ministère de la Ville, devenue DSU (développement social urbain), par

un simple changement de vocabulaire mais non de réalité, laissant croire à une ouverture de la problématique des banlieues vers une prise en compte de la ville dans son ensemble.

(16) C'est ce qu'a montré M. Segalen (1990) pour la ville de Nanterre avec les Italiens. Voir aussi C. Pétonnet (1982).

ou à Belleville. Les seules qualités socio-territoriales que les habitants des quartiers fordistes semblent pouvoir être en mesure de mettre à profit sont celles qui favorisent l'émergence d'une économie délictueuse centrée sur la drogue.

Ce type de quartier urbain constitue un exemple historiquement exceptionnel par son caractère statique. Ses habitants se l'approprient difficilement de façon positive, alors que les catégories sociales qu'il abrite sont plus que d'autres dépendantes et demandeuses d'une adéquation culturelle avec leur territoire de résidence. A une époque où l'identification sociale passe moins qu'auparavant par la sphère du travail et la culture de classe, l'espace résidentiel constitue souvent, pour les couches populaires, l'ultime vecteur identitaire, l'ultime domaine à partir duquel ils sont en mesure de mobiliser quelques ressources (matérielles, sociales, symboliques). Ce qui est moins le cas pour les classes moyennes et supérieures qui disposent, en général, d'autres supports d'identité et d'autres ressources mobilisables. L'espace résidentiel fordiste a été trop « fonctionnellement » conçu pour pouvoir constituer un efficace creuset de transformations sociales et économiques, ainsi que l'exigerait l'issue de la crise. Ses qualités originelles se sont constituées en faiblesses. Tout se passe comme si les mêmes éléments (caractéristiques de l'espace fordiste), après avoir participé de la réussite d'un système, dans une autre période, l'entravaient désormais. Et si la faible qualification de la population de ces quartiers peut expliquer leur fort taux chômage et, par la suite, leurs problèmes sociaux, ces derniers ne doivent pas être uniquement envisagés comme une seule variable externe, mais également comme une construction sociale, c'est-à-dire comme la conséquence d'un tissu social anémique ; anomie qui se sera constituée aussi par les caractéristiques historiques et territoriales, par la difficulté d'y mobiliser des ressources adéquates.

Couches populaires en centre ancien rénové et en ZUP périphérique : les effets sociaux de localisations résidentielles

Pour illustrer ces arguments, je m'appuierai sur des données recueillies sur un « terrain » urbain qui a représenté une situation expérimentale intéressante (Bidou-Zachariasen, 1993, 1994, 1996) (17). Il s'agissait du quartier Saint-Leu dans le centre de la ville d'Amiens, où j'ai étudié le changement social lié à l'opération de rénovation urbaine qui s'y était

(17) Cette recherche avait été menée pour le compte de la Mission du patrimoine ethnologique du ministère de la Culture, dans

le cadre d'un appel d'offre sur les « Pratiques et politiques culturelles de l'identité ».

déroulée (18). Maillé d'un réseau de canaux qui avaient été à l'origine d'une activité économique prospère, le quartier s'était depuis l'après-guerre lentement désindustrialisé. Longtemps quartier ouvrier traditionnel où sphère de la production et espace résidentiel se trouvaient étroitement mêlés, il était, après la fermeture de ses entreprises, demeuré territoire d'une communauté ouvrière qui se vivait comme telle, même si les statuts occupationnels s'étaient diversifiés. Celle-ci s'était cependant trouvée partiellement remise en cause par un assez fort renouvellement de population du quartier durant les années soixante et soixante-dix. En éternelle attente de rénovation, le quartier s'était en effet beaucoup dégradé physiquement, ce qui amena un certain nombre de ménages à préférer le confort de logements HLM nouvellement construits en périphérie ; tandis que l'habitat dégradé était réoccupé par des ménages très défavorisés issus de la destruction d'un certain nombre de cités d'urgence. Malgré cette forte paupérisation, le quartier avait conservé un grand nombre de ses qualités socio-territoriales. La communauté de voisinage (19) s'était tissée à travers des interrelations de parenté reproduites depuis des générations, – et proches en cela de ce qu'analysaient Willmott et Young (1957) dans un quartier populaire londonien des années cinquante –, à travers une solidarité organisée maintenue, des pratiques collectives telles les associations culturelles, le militantisme politique et syndical. Une forte identité territoriale avait permis de compenser une identité proprement ouvrière en délisquescence, pour beaucoup. Cette communauté avait intégré dans son réseau local un grand nombre de familles précaires.

Une partie du travail de terrain a consisté à recueillir, par entretiens réitérés, des histoires de familles, tant parmi ceux qui étaient demeurés dans le quartier que parmi certains qui l'avaient quitté. De cette façon, on a pu tenter une comparaison des itinéraires familiaux, des organisations de pratiques et de représentations sociales en fonction de leur inscription dans des contextes territoriaux différents (20). La rénovation qui avait

(18) « La rénovation ne bouscule pas seulement des murs et des rues, elle affecte profondément un groupe humain, provoque ou accélère une mutation des structures locales et sociales ; ses effets dépassent singulièrement le seul domaine de l'habitat et doivent s'étudier comme une forme particulière du changement social en général. » (Coing, 1966).

(19) Au sens de W. F. Whyte (1943) et des « *community studies* » des années quarante et cinquante.

(20) Outre le travail d'archives et de terrain de type observation de pratiques et d'événements locaux, une enquête spécifique a été menée par entretiens approfondis. Ceux-ci ont été menés en deux temps, auprès d'un

échantillon de soixante ménages, quarante-cinq dans le quartier (trente ménages « originaires » et quinze nouveaux résidents) et quinze parmi ceux qui n'avaient pas « profité » de la rénovation et étaient installés en HLM périphériques. Il n'était pas tant question ici d'engager une comparaison terme à terme mais d'avoir une perspective en contrepoint. Pour les ménages originaires du quartier, les premiers entretiens ont porté sur le déménagement, le nouveau logement et le nouveau quartier comparés à ceux d'avant, l'impact du changement sur leurs organisations de vie quotidienne. Dans un deuxième entretien, nous les avons interrogés très longuement sur leurs histoires personnelles et familiales (dans le quartier et en général). En leur

commencé au début des années quatre-vingt et s'étendit sur plus de dix ans, permit à une grande partie des ménages originaires de rester dans le quartier mais entraîna aussi un certain degré de renouvellement de population (21). Une partie des anciens habitants partis en banlieue regagnèrent le quartier, d'autres continuaient à le quitter, d'autres encore profitèrent pleinement des possibilités d'amélioration de leur habitat que cette opération urbaine leur offrait. Certains (une minorité) s'engagèrent même dans des opérations d'accession à la propriété malgré des revenus particulièrement bas, opération rendue possible grâce à une formule spécifique d'auto-réhabilitation. Une nouvelle population, généralement de niveau socio-économique plus élevé, profita également des opportunités de HLM de qualité en centre ville ou de maisons à acheter à des prix intéressants. L'arrivée d'une partie de cette population était liée à la diversification de fonctions que connut le quartier avec l'ouverture de nouveaux commerces et la construction d'une université dans son périmètre même. L'adéquation que les anciens habitants avaient, au cours des générations, entretenu avec leur habitat, au sens large, n'a pas été détruite. Le type d'habitat traditionnel a été respecté tout en étant modernisé (maisons accolées, en alignement des rues et des canaux, avec cour ou jardinet à l'arrière ou petits collectifs déclinant ces mêmes principes de base). La double continuité morphologique et sociale a permis que se perpétuent, en partie, les rapports sociaux antérieurs, cependant que le quartier, modernisé matériellement et ouvert à de nouveaux équilibres sociologiques, semble avoir offert aux anciens habitants la possibilité de mobiliser des ressources adéquates à une amélioration de leurs conditions (22). Dans le contexte global actuel caractérisé par de nombreux itinéraires de stagnation ou de déclin, ces familles paraissent en mesure de se réapproprier des potentialités d'ouverture sociale. Cela n'a été possible que dans la mesure où le changement social résultant de la rénovation a été intégré, même si cela ne l'a pas été partout avec la même aisance. Cette intégration est liée à la prégnance d'une culture populaire territorialisée dans laquelle ils ont pu puiser, réactiver et transformer des ressources et des savoir-faire. Des agents sociaux, largement dominés dans la structure sociale, ont pu agir en acteurs, constituant en capital leurs ressources. Ils ont construit des stratégies à partir de ce qui

(suite de la note 20)

faisant ainsi remonter le temps, on a essayé de reconstituer avec eux leurs trajectoires sociales et familiales. Les interviews ont été complétés par des questionnaires fermés portant, entre autres, sur la structure du ménage, le réseau familial (dans et hors quartier), l'appartenance associative, les emplois (y compris ceux des ascendants et des enfants adultes), les niveaux scolaires, les salaires, les revenus globaux, les loyers ou traites, les charges fixes.

(21) Voir en annexe les caractéristiques

socio-démographiques du quartier avant et après rénovation ainsi que les procédures utilisées par le maître d'ouvrage.

(22) « Nous aborderons la ville non comme un objet, mais comme une ressource utilisée par un certain nombre d'individus et de groupes, dans le cadre de trajectoires individuelles et collectives. (...) La ville atteint un équilibre instable exprimant un jeu social très complexe. Les quartiers sont des lieux où se combinent des trajectoires. La composition elle-même a, comme dirait Durkheim, un "effet de milieu" » (Rémy, 1994).

était à leur disposition, en l'occurrence, un certain type de capital, culturel, social, « informationnel » – au sens où l'emploie P. Bourdieu (1980, 1994), rarement, il est vrai, pour ces couches sociales – de caractère spécifique car à usage et valeur jusqu'alors presque exclusivement interne au quartier. Mais dans le nouveau contexte de situation territoriale (ouverture symbolique du quartier sur la ville et mixité sociale et fonctionnelle), ce type de capital a pu être reconverti, diversifié.

Parmi les ménages « originaires », demeurés dans le quartier, les surcoûts financiers que représentait le choix de la rénovation (en raison des loyers HLM plus chers ou des traites d'accession) ont été généralement bien maîtrisés. Ils ont, la plupart du temps, été l'occasion de réactiver des pratiques traditionnelles de travail informel (travaux, ménages, gardes d'enfants...), mais aussi de trouver de nouvelles opportunités financières. Plusieurs familles ont ainsi loué ou sous-loué des chambres à des étudiants, ou en ont pris en pension. Les autoréhabilitations ont mis à profit tous les niveaux du réseau social traditionnel. Ainsi, le capital informationnel qu'avait ce militant syndicaliste, leader associatif, lui a permis d'être dans les « bons » circuits pour monter un projet d'accession viable. Avec un seul salaire d'employé de la fonction publique, le ménage a pu acheter sa propre maison dans laquelle il était, jusqu'alors, locataire de la Ville, ainsi que celle d'à côté, inhabitée et dégradée. Les travaux ont été menés grâce à des matériaux procurés par le maître d'ouvrage (la municipalité) et avec l'aide de la famille élargie, ainsi que de plusieurs voisins, en fonction des spécialités (chauffage, électricité...). La surface supplémentaire a permis de mettre en location deux chambres pour étudiants. Plusieurs voisins de la même rue se sont lancés dans une entreprise similaire. Ils avaient tous le même profil, salaires faibles mais « améliorables » par des travaux épisodiques, forte insertion sociale et pratiques régulières de militantisme divers (23).

De telles opportunités de diversification ou de réactivation de revenus ne se sont pas présentées, ou n'ont pas été tentées, dans le cas des ménages ayant quitté Saint-Leu pour un logement collectif locatif périphérique. Il est à signaler également que des pratiques traditionnelles fréquentes de jardins potagers, hors quartier, ont presque toujours disparu parmi ces ménages ; comme si quitter Saint-Leu avait coïncider avec l'option d'un mode

(23) Il existe de nombreux travaux, français et étrangers, sur l'intégration sociale des migrants dans la ville à travers la propriété du logement, qui correspond d'ailleurs, le plus souvent, à de l'autoconstruction et de la légalisation d'appropriation irrégulière de terrains. Au bout d'une génération, ce type de quartier se retrouve inséré dans le tissu urbain environnant. Parfois même, des activités économiques de type artisanal ou

commercial y éclosent (Tomas, 1995). Ce processus existe dans le cas des grandes métropoles de pays en développement mais également dans le cas de villes européennes du sud. Les phénomènes d'« exclusion sociale » ne s'y posent d'ailleurs pas dans les mêmes proportions que dans un pays comme le nôtre (Donzelot, Jaillot, *Séminaire international du Plan urbain sur les zones défavorisées en Europe et en Amérique latine*, 1995).

de vie plus « moderne », tournant le dos à des pratiques qui symbolisaient la vie ouvrière. Les anciens habitants de Saint-Leu qui ont continué à y résider, sont aujourd'hui nombreux à poursuivre leurs activités jardinières qui peuvent représenter des compléments de ressources.

Si les modes de vie quotidienne ont été relativement peu affectés par la rénovation du quartier, c'est à un niveau moins visible que des évolutions de pratiques et de représentations se sont progressivement mises en place. Une d'entre elles concerne de nouvelles mobilisations des familles « originaires » autour de la scolarité de leurs enfants. Ce thème est apparu de façon récurrente dans de nombreux entretiens, comme si le langage à l'égard de l'école avait changé. A l'instar de leurs voisins, enseignants ou médecins, ces familles se sont mises à avoir des stratégies d'établissements scolaires, à participer aux réunions de parents d'élèves et à celles de leurs associations. On a même rencontré plusieurs cas de recours à l'école privée, dans le but de s'assurer par la suite de la possibilité d'inscription dans le bon collège, stratégies impensables quelques années auparavant parmi cette population. On ne trouve absolument pas de changements d'attitudes et de pratiques semblables vis-à-vis de l'école parmi les anciens du quartier résidant dans les ZUP.

Cette évolution à l'égard du monde scolaire peut trouver son origine dans le nouvel équilibre sociologique et la plus grande mixité du quartier (deux tiers d'anciens et un tiers de nouveaux, environ). Alors qu'il a souvent été souligné que la proximité spatiale n'allait pas forcément de pair avec l'échange social (Chamboredon, Lemaire, 1970), il semble que la situation territoriale présente a favorisé certains échanges. Même si une distance sociale certaine demeure entre anciens et nouveaux, si les rapports de voisinage sont déclinés différemment en fonction des appartenances sociales, des contacts interclassistes existent. Les anciens habitants ne se sont pas sentis culturellement dominés dans une situation où ils avaient pour eux leur antériorité de résidence, leur partage des histoires et de l'histoire du quartier, histoire qui participait du « charme » éprouvé par les nouveaux, représentant une des raisons de leur choix du quartier. Avec la rénovation, la vie associative traditionnelle (qui concernait des activités comme le théâtre, le sport...) a aussi connu un certain renouveau par l'ouverture aux « nouveaux », les uns et les autres semblant y avoir trouvé leur compte. Les « originaires » ont, en effet, trouvé une audience au-delà du cercle restreint de l'ancienne communauté de voisinage, processus qui a participé au désenclavement du vieux quartier. Les « nouveaux » étaient, quant à eux, demandeurs d'une intégration symbolique locale (24). La citoyenneté locale, qui n'était pas ici un vain mot, issu du vocabulaire politico-admi-

(24) Ce point a été développé ailleurs (Bidou-Zachariasen, 1996). J'ai pu montrer comment pour les nouveaux résidents appartenant aux classes moyennes, à capital cultu-

rel plus qu'économique, l'investissement symbolique et pratique dans ce quartier pouvait constituer un accès privilégié à l'espace de pouvoir local.

nistratif, mais une pratique ordinaire d'acteurs sociaux, semble ainsi avoir représenté un canal de réinvestissement important pour les « originaires ». Alors que de nombreuses associations (dont certaines dataient de la fin du siècle dernier) avaient vu, dans la dernière période précédant la rénovation, leurs troupes se clairsemer, leurs leaders trouvant difficilement à se faire remplacer, la situation allait s'améliorer dans le nouveau contexte. Cela ne signifie pas que les « nouveaux » soient devenus numériquement dominants, mais ce relatif renouvellement social semble avoir été, pour les anciens, l'occasion d'une évolution des contenus des pratiques locales (loisirs ou sports proposés plus « modernes », ou traditions « revivifiées », comme le théâtre de marionnettes). Cette modernisation, comme la reconnaissance de leurs compétences, participe à une redéfinition des identités sociales qui semble s'être engagée. La réactivation des pratiques de citoyenneté locale s'est également manifestée dans des occasions plus ponctuelles, comme une lutte contre un projet de la municipalité concernant la réfection d'un parc public jouxtant le quartier, action qui obtint gain de cause. Les nouveaux résidents, qui restèrent assez extérieurs à ce mouvement, ont paru étonnés par les compétences de leurs voisins de quartier tant en ce qui concerne la mobilisation obtenue que par les négociations engagées avec le pouvoir local.

Les ménages partis dans les HLM périphériques n'ont pas perpétué ou repris ce type de pratiques collectives, qu'il s'agisse de participation à la vie associative ou de militantismes divers. Ces pratiques sont aujourd'hui moins répandues en ZUP et les associations qui existent correspondent moins aux intérêts qui étaient les leurs. Ainsi, alors que les opérations DSQ (développement social des quartiers) mises en place dans les trois ZUP périphériques, dans le cadre de la « politique de la ville », avaient pour projet « une revitalisation de la citoyenneté locale », force est de constater que celle-ci a eu du mal à dépasser le stade de l'injonction. Certains continuent à participer à des manifestations dans leur ancien quartier, encore parfois celui de membres de leurs familles, mais ils n'y sont plus des militants associatifs.

D'une façon générale, ce sont des systèmes de représentations, donc des identités, qui sont en recomposition parmi la plupart des ménages engagés dans la rénovation du vieux quartier. Le terme d'engagement n'est pas trop fort, beaucoup le vivent ainsi. Quelques uns, à la limite de l'équilibre financier, sont partagés entre le sentiment d'un quartier « en train de s'embourgeoiser », qui n'est peut-être plus pour eux, et l'idée qu'en négociant avec cet embourgeoisement, inévitable mais limité, ils peuvent « tirer leur épingle du jeu ». On rencontre ainsi deux formes de discours. Certains sont encore inscrits dans l'identité traditionnelle de « l'ouvrier de Saint-Leu qui ne s'en laisse pas remonter », qui vit encore son quartier comme en camp retranché, comme lorsqu'il y a vingt ou trente ans il avait été question de tout raser. Cette vision du monde biclassiste s'exprime à travers un discours du « nous » (les pauvres), opposé à « eux » (les « rupins »). Plus nombreux sont les « consensualistes » – certains d'ailleurs

tiennent les deux types de discours à la fois, hésitant encore entre les deux – optant pour une vision d’une société sans bipolarisation, et appréciant le nouveau quartier dans sa « population hétéroclite » (sic). Les consensualistes, moins défensifs, semblent en mesure de construire des projets de vie plus élaborés, échafaudant ces derniers sans même que l’enquêteur les mène à cela ; projets de vie qui s’expriment, le plus souvent, dans des aspirations à la réussite scolaire de leurs enfants (rappelons qu’ils sont dans une ville universitaire et qu’une université vient d’être édiflée dans le quartier). Si la vision biclassiste avait nourri et structuré le modèle culturel traditionnel du quartier, autorisé sa pérennité, le « consensualisme » que l’on discerne aujourd’hui ne correspond pas, pour autant, à une vision socialement neutre. Les discours de ceux qui expriment ce type de vision sont socialement très articulés.

En comparaison, les systèmes de représentations des enquêtés des ZUP sont, à la fois, moins conflictuels que certains du quartier rénové, mais aussi moins « projectifs ». Les projets de vie en sont quasiment absents ou beaucoup moins élaborés, en particulier ceux concernant les enfants. On y retrouve beaucoup de discours standard sur le « chômage promis à tous, même aux plus diplômés ». Des représentations en termes de structuration du social y sont également beaucoup moins présentes. L’identité de classe, encore très prégnante dans les représentations des habitants de Saint-Leu, apparaît ici comme diluée. L’organisation de leurs discours s’élabore d’ailleurs, presque toujours, en termes de manque par rapport aux précédents. Un thème, en particulier, marque de façon discriminante les discours des uns et des autres, celui de la drogue. Il apparaît très fréquemment parmi les habitants des ZUP (sans avoir été lancé par l’enquêteur), et quasiment jamais parmi ceux de Saint-Leu, comme si le problème n’y existait pas, ou faisait moins peur, alors qu’il hante les autres. A Saint-Leu, par contre, le thème de l’alcoolisme est presque toujours abordé, mais pour le lier au passé et aux problèmes que connaissait le vieux quartier.

L’ancienne population, longtemps enfermée dans son territoire et sa précarité, a pu, dans le nouveau contexte socio-territorial et à partir d’identités sociales recomposées ou confortées, revitaliser un capital social qui fonctionnait, jusque-là, difficilement comme tel. Les pratiques de citoyenneté locale et l’investissement scolaire représentent alors les principaux canaux de recomposition et de consolidation d’identité. Les reconversions économiques et/ou professionnelles, si elles sont encore peu nombreuses, sont pensables – et seront certainement plus visibles à la génération suivante – en raison de l’effet de milieu entraîné par la diversification fonctionnelle et sociale du quartier. Les ménages qui se sont retrouvés hors culture et territoire traditionnels se sont également trouvés socialement plus démunis, avec peu de cartes à reconvertir ; leurs trajectoires s’annoncent déjà moins ouvertes, alors qu’au départ ils n’avaient pas de situations économiques plus défavorables.

Il n'est pas tant question ici de tirer des conclusions définitives d'une expérience restée au demeurant très ponctuelle (25), mais plutôt à travers elle – et à travers, précisément, son caractère limité donc cernable par l'approche qualitative – de saisir comment des trajectoires socio-économiques peuvent se construire de façon variable en fonction de différents « effets de territoires ». Si l'on a analysé le caractère obsolète d'un type particulier d'espace urbain, irrémédiablement lié à une phase économique et un fonctionnement socio-territorial correspondant à une phase historique qui n'est plus d'actualité, on peut peut-être trouver dans l'expérimentation qu'a constitué cette opération urbaine et dans les processus sociaux qu'elle a engagés, un modèle d'espace urbain plus en phase avec la période actuelle dont le modèle social et économique est en gestation mais dont on aperçoit déjà les contours.

*
* *

Il y a plusieurs niveaux où la « question urbaine », telle qu'elle émerge en France aujourd'hui, doit être problématisée. Fracture urbaine et fracture sociale ne doivent pas être pensées comme se recouvrant, ainsi que le pré-suppose depuis l'origine, la politique de la ville. Le postulat de la question urbaine comme « épiscentre » de la question sociale, s'il n'est pas entièrement faux, n'est pas non plus assez juste pour faire l'impasse sur une réflexion réinstallant l'urbain et le territorial dans leurs dimensions propres. Une véritable politique de la ville devrait réhabiliter une pensée qui prenne en compte les processus qui se mettent en place entre des groupes sociaux et des territoires urbains. Les « problèmes » sociaux et économiques – qui sont indissolublement liés – n'émergent pas de la même façon en fonction des rapports que les couches sociales entretiennent avec leur territoire. Ils peuvent se construire à partir d'une mauvaise adéquation socio-territoriale, mais aussi trouver leur résolution sans l'intervention de « dispositifs » externes pour peu qu'un « travail » culturel, à base territoriale, puisse être mené par les acteurs sociaux eux-mêmes. Des trajectoires individuelles s'élaborent dans leur inscription territoriale qui est aussi sociale. Le territoire constitue un médiateur fondamental. Il médiatise les

(25) D'autant plus que depuis la fin de l'opération de rénovation (début des années quatre-vingt-dix ; l'enquête a eu lieu en 1991 et 1992), la municipalité, qui avait changé en 1989, semble de plus en plus déterminée à « homogénéiser par le haut » (sic) la population du quartier (par le seul jeu des attributions de HLM). On a même entendu le discours selon lequel les familles de faible niveau socio-économique, contraintes de par-

tir, trouveraient en périphérie « tous les équipements dont elles ont besoin, mission locale, ANPE etc... » ; on saisit en effet comment, à travers ces processus, des « problèmes sociaux » peuvent être politiquement créés de toute pièce, dans les « quartiers ». Ils seront traités alors par les « dispositifs » de « requalification territoriale » de la politique de la ville.

réalisations de trajectoires. Pour toutes les couches sociales, il représente un espace de mobilisation de ressources et un vecteur d'identité. Dans la période actuelle, marquée par le déclin historique de tout ce qui constituait les cultures de classes et l'insertion dans l'espace de travail, le territoire urbain représente un enjeu encore plus central pour les catégories sociales dont l'identité a été fragilisée par ces phénomènes. C'est pourquoi une véritable politique de la ville devrait, à la fois, cesser d'assimiler social et urbain, mais immédiatement après, repenser leurs rapports.

Catherine BIDOU-ZACHARIASEN

*IRIS-CNRS, Université Paris-Dauphine
75775 Paris Cedex 16*

ANNEXES

a) Les caractéristiques socio-démographiques du quartier avant et après rénovation

Dans les années cinquante, le quartier Saint-Leu comptait environ 3 500 habitants. Il va connaître une décroissance constante jusqu'aux premières années de la mise en œuvre de sa rénovation, avec 2 600 habitants au recensement de 1975, et 2 200 à celui de 1982. Sa structure démographique ne subit pas pour autant de transformations profondes. Si ce sont surtout de jeunes adultes qui le quittèrent pour trouver ailleurs, en particulier dans les trois ZUP périphériques récentes (nord, ouest et sud-est), de meilleures conditions de logement, les ménages « précaires », plus tardivement arrivés, appartenaient aux mêmes catégories d'âge. Par rapport aux quartiers centraux limitrophes, Saint-Leu était démographiquement plus équilibré, avec plus d'enfants (30 % de moins de vingt ans, pour seulement 18 % dans le centre) et aussi plus de jeunes adultes, mais des personnes âgées en moindre proportion. Par rapport aux ZUP par contre, il comptait plus de personnes âgées et moins d'enfants. Les ménages étrangers étaient, dans ce quartier, plus nombreux que dans la moyenne d'Amiens (8,5 % – surtout portugais – contre 5,5 %) mais deux fois moins nombreux que dans les ZUP.

Les caractéristiques socio-économiques de Saint-Leu individualisaient également ce quartier par rapport aux autres quartiers centraux (Debonneuil, Gollac, 1978). En 1975, la population active comptait 60 % d'ouvriers et personnels de service et 15 % d'employés ; en 1982, plus d'employés et moins d'ouvriers mais toujours plus de 70 % de catégories populaires. Par contre, les cadres supérieurs et moyens cumulés ne représentaient que 11 % de la population active en 1975 comme en 1982, alors que dans le centre ceux-ci, aux mêmes dates, étaient plus de 45 % et les catégories populaires, ouvriers et employés, seulement 10 %. La population active féminine représentait 30 % de la population féminine totale, soit un peu moins que la moyenne pour la ville (37 %).

Les chômeurs étaient, à Saint-Leu, plus nombreux que partout ailleurs dans l'agglomération : 20 % en 1982 contre 11,5 % pour l'ensemble de la ville, 16 % dans les quartiers de type ZUP et seulement 7 % dans les quartiers hyper-centraux. Les revenus déclarés du travail étaient particulièrement bas, plus de la moitié des ménages gagnant moins que le SMIG.

A la veille du changement politique de 1989, sur l'ensemble des logements rénovés, 56 % appartenaient désormais aux offices locaux de HLM, contre 6 % avant rénovation ; 6 % seulement appartenaient encore à la ville contre 40 % auparavant ; 37 % à des propriétaires privés contre 54 % auparavant.

D'après les estimations du recensement de 1990, le quartier est passé de 2 200 habitants en 1982 à environ 3 500 (26). Sur cet ensemble, 50 % représentaient des anciens du quartier relogés, pas obligatoirement dans le même logement, après une étape courte en logement-tiroir ou de plusieurs années en HLM hors quartier, 15 % étaient encore dans du non rénové. Les 35 % restants correspondaient à des nouveaux résidents dont le profil sociologique était assez typé, il s'agissait de ménages appartenant surtout aux classes moyennes salariées ; d'autres étaient les attributaires de logements en tant que « nouveaux commerçants » de boutiques récentes ouvertes à l'initiative du maître d'ouvrage.

(Sources : Recensements INSEE, 1975, 1982, 1990 ; Enquête Municipale 1976 ; Dossier de DSQ 1989).

b) Les outils de la rénovation

La Ville a eu recours tout d'abord à des crédits du FAU (fonds d'aménagement urbain) pour ses premières études. Puis elle a pu profiter de certaines procédures issues de la réforme de la politique du logement de 1977 comme les OPAH (opérations programmées d'amélioration de l'habitat) qui permettaient aux petits propriétaires, résidents ou bailleurs, d'obtenir des subventions pour travaux qui ouvraient le droit à l'APL (aide personnalisée au logement). Les logements neufs furent construits par deux offices HLM locaux dans le cadre des PLA (prêts locatifs aidés) ouvrant aussi droit à l'APL, plus élevée que les anciennes « allocations-logement ». En 1984, la ville candidata et obtint pour Saint-Leu une procédure DSQ (développement social des quartiers) qui, durant cinq ans, à travers une structure opérationnelle permanente et des crédits plus réguliers, améliora le déroulement de l'opération. Outre les crédits concernant le bâti, cette structure assura également l'encadrement social des relogements.

Au cours des années cependant, le maître d'ouvrage prit conscience que les opérations menées en PLA, d'un niveau de prestations assez élevé et donc à loyers et charges relativement élevés, risquaient d'exclure un certain nombre de ménages, n'ayant pas assez d'enfants ou des enfants atteignant leur majorité, pour prétendre à des APL conséquentes. Il diversifia les formules de financement et utilisa des crédits PALULOS (prime à l'amélioration des logements à occupation sociale) qui exigeaient des normes de confort moins élevées et donc de moindre coût pour les habitants.

C'est aussi une formule originale d'autoréhabilitation de leur propre maison qui fut offerte à des locataires, avec option d'accession à la propriété ou même location-vente. Encadrés et outillés par les techniciens d'une association de Castors, ceux qui se sentaient les capacités de mener à bien les travaux de gros œuvre purent ainsi accéder à la propriété dans des conditions très avantageuses.

(26) Il est impossible d'être plus précis car à partir du recensement 1990, l'INSEE, sur recommandation de la CNIL, a procédé à des regroupements pour les quartiers inférieurs à 5 000 habitants. Les résultats concernant Saint-Leu ont ainsi été regroupés avec ceux concernant le quartier « Palais de Justice », limitrophe mais d'un type urbain totalement différent (bourgeois ancien). Ce chiffre représente une estimation par soustraction du chiffre de population du quartier Palais de Justice 1982 de celui

concernant le nouveau quartier INSEE St-Leu + Palais de Justice. Ce calcul approximatif peut être considéré comme ayant une certaine pertinence du fait de la grande stabilité du quartier Palais de Justice (stabilité estimée à partir de celle d'un autre quartier limitrophe de même type – bourgeois ancien – supérieur à 5 000 habitants, donc recensé de façon identique en 1982 et 1990 et qui n'a pas vu sa population varier entre ces deux dates).

RÉFÉRENCES BIBLIOGRAPHIQUES

- Ascher F., 1995. – *Métapolis*, Paris, Odile Jacob.
- Benko G., Lipietz A., 1992. – *Les régions qui gagnent, districts et réseaux : les nouveaux paradigmes de la géographie économique*, Paris, Presses Universitaires de France.
- Bidou C., Guillaume M., Vicente M., 1986. – *Modèles de consommation et précarité*, Rapport IRIS/Secrétariat d'Etat à la consommation.
- Bidou-Zachariasen C.; Lepresle M. (collab.), 1993. – *Rénovation sociale et valorisation culturelle d'un quartier historique, Amiens face à son patrimoine*, Rapport IRIS/Mission du patrimoine ethnologique du Ministère de la culture.
- 1994. – «Rénovation urbaine et stratégies familiales : une étude de cas», *Sociétés contemporaines* n° 17, pp. 11-29.
- 1996. – «Classes populaires et classes moyennes en centre historique rénové» dans N. Haumont, *La ville : agrégation et ségrégation sociales*, Paris, L'Harmattan, pp. 131-142.
- Bonnin Ph., Bonnette-Lucas C., 1991. – «Produire la domus», *Sociétés contemporaines*, n° 5, pp. 145-163.
- Bourdieu P., 1980. – *Le sens pratique*, Paris, Éditions de Minuit.
- 1994. – *Raisons pratiques*, Paris, Le Seuil.
- Boyer R., 1986. – *La théorie de la régulation, une analyse critique*, Paris, La Découverte.
- Boyer R., Durand J. P., 1993. – *L'après-fordisme*, Paris, Syros.
- Boyer R., Saillard Y. (éds), 1995. – *Théorie de la régulation, l'état des savoirs*, Paris, La Découverte.
- Castellan M., Marspat M., Goldberger M. F., 1992. – «Les quartiers prioritaires de la politique de la ville», *INSEE Première*, n° 234.
- Castells M., 1968. – «Y-a-t-il une sociologie urbaine», *Sociologie du travail*, 10, 1, pp. 72-91.
- Chamboredon J.-C., Lemaire J., 1970. – «Proximité spatiale et distance sociale», *Revue française de sociologie*, 11, 1, pp. 3-33.
- Chenu A., Tabard N., 1993. – «Les transformations socioprofessionnelles du territoire français, 1982-1990», *Population*, n° 6, pp. 1735-1771.
- Coing H., 1966. – *Rénovation urbaine et changement social*, Paris, Les Editions Ouvrières.
- Debonneuil X., Gollac M., 1978. – «Structure sociale des villes», *Economie et statistique*, n° 98, mars, pp. 51-65.
- Donnat O., Cogneau D., 1990. – *Les pratiques culturelles des Français, 1973-1989*, Paris, La Découverte.
- Donzelot J., 1991. – «Le déplacement de la question sociale» dans J. Donzelot (éd.), *Face à l'exclusion, le modèle français*, Paris, Éditions Esprit, pp. 5-11.
- Donzelot J., Estèbe Ph., 1994. – *L'Etat animateur. Essai sur la politique de la ville*, Paris, Editions Esprit.
- Dubedout H., 1983. – *Ensemble refaire la ville*, Rapport au Premier Ministre, Paris, La Documentation Française.
- Dubet F., 1995. – «Les figures de la ville et de la banlieue», *Sociologie du travail*, 37, 2, pp. 127-150.
- Dubet F., Lapeyronnie D., 1992. – *Les quartiers d'exil*, Paris, Le Seuil.
- Elias N., 1991. – *La dynamique de l'occident*, Paris, Calmann-Lévy.
- Grafmeyer Y., Joseph I. (éds), 1990. – *L'Ecole de Chicago. Naissance de l'écologie urbaine*, Paris, Aubier [1ère éd. 1979].

- Jacquet A., Rajaonarison D.**, 1993. – « D'un recensement à l'autre : la redistribution géographique des emplois entre 1975 et 1990 », *Economie et statistique* n° 270, pp. 23-36.
- Julien Ph.**, 1994a. – « Les fonctions stratégiques dans cinquante villes de France », *INSEE Première*, n° 300.
- 1994b. – « La métropolarisation des emplois », *INSEE Première*, n° 349.
- Kesteloot C.**, 1986. – « Les dimensions historique et structurelle de la différenciation sociale de l'espace urbain, l'exemple bruxellois », *Espace-Populations-Société*, n° 1, pp. 15-30.
- Kesteloot C., Swyngedouw E.**, 1989. – « Le passage socio-spatial du fordisme à la flexibilité : une interprétation des aspects spatiaux de la crise et de son issue », *Espaces et sociétés*, n° 54-55, pp. 243-268.
- Komninos K.**, 1992. – « Les nouveaux espaces de croissance, la naissance des centres du développement postfordiste », *Espaces et sociétés*, n° 66-67, pp. 217-233.
- Le Corbusier**, 1937. – *Quand les cathédrales étaient blanches*, Paris, Plon.
- 1971. – *La Charte d'Athènes* (issue du Congrès International d'Architecture Moderne-CIAM-de 1933), Paris, Le Seuil [1ère éd. 1941].
- Lipietz A.**, 1984. – *L'audace ou l'enlèvement*, Paris, La Découverte.
- Pétonnet C.**, 1982. – *Espaces habités, ethnologie des banlieues*, Paris, Editions Galilée.
- Rémy J.**, 1994. – « Individuation, vie sociale et vie collective », *Recherche sociale*, n° 131, pp. 50-55.
- Scott A., Storper M.**, 1989. – « The geographical foundations and social regulation of flexible production complexes » dans **J. Wolch, M. Dear** (eds), *The power of geography : how territory shapes social life*, Boston, Inwin Hyman, pp. 21-40.
- Segalen M.**, 1990. – *Nanterriens, les familles dans la ville, une ethnologie de l'identité*, Toulouse, Presses Universitaires du Mirail.
- Tabard N.**, 1993. – « Des quartiers pauvres aux banlieues aisées : une représentation sociale du territoire », *Economie et statistique*, n° 270, pp. 5-22.
- Tomas F.**, 1995. – « Mexico : tous propriétaires, la généralisation de la propriété citadine », *Annales de la recherche urbaine*, n° 66, mars, pp. 72-80.
- Touraine A.**, 1991. – « Face à l'exclusion » dans **J. Donzelot** (éd.), *Citoyenneté et urbanité*, Paris, Editions Esprit, pp. 165-173.
- Vanoni D.**, 1994. – « La requalification urbaine en question », *Recherche sociale*, n° 131, pp. 30-43.
- Veltz P., Zarifian Ph.**, 1993. – « Vers de nouveaux modèles d'organisations ? », *Sociologie du travail*, 35,1, pp. 3-25.
- Whyte W. F.**, 1943. – *Street corner society*, Chicago, University of Chicago Press.
- Willmott P., Young M.**, 1957. – *Family and kinship in East London*, London, Routledge and Kegan [Traduction française : *Le village dans la ville*, Paris, Editions du CCI, 1983].